



Le manque d'aumôniers musulmans est souvent avancé pour expliquer le succès du discours salafiste. GILLES BASSIGNAC/GAMMA

Le nouveau visage de l'islamisme en prison



MARIE-AMÉLIE LOMBARD LATUNE
malombard@lefigaro.fr

Après le 11 septembre 2001, les spécialistes de l'antiterrorisme inventèrent la « théorie du bon voisin » pour décrire la stratégie des kamikazes qui s'étaient fondus dans la société américaine avant de commettre leurs attentats. La comparaison, toutes proportions gardées, vaut pour la prison en France. Aujourd'hui, les détenus les plus susceptibles de passer à l'action violente, une fois dehors, ne sont pas les plus voyants derrière les barreaux. Le récent rapport pointant les loups de l'enquête sur le terroriste Mohamed Merah vient de souligner, dans un style très administratif, « l'importance qui s'attache au suivi de certains profils à risque pendant leur incarcération ». Autrement dit, une meilleure détection de la dangerosité de Merah, qui s'était « réislamisé » en détention en 2008, aurait pu être commencée dès cette époque.

Les « loups solitaires » évitent tout ce qui constitue le quotidien de Fleury-Mérogis (Essonne), Fresnes (Val-de-Marne) ou les Baumettes à Marseille. Ils se tiennent éloignés de cet islam bricolé de la prison où le « bon musulman » arbore barbe et djellaba, salue ses « frères » la main droite ostensiblement portée sur le cœur. Ils laissent aux prosélytes le soin de livrer bruyamment leurs exégèses pseudo-savantes du Coran. Ces salafistes démonstratifs sont nombreux et vite repérés. Lorsque l'un de ces fondamentalistes dépasse les bornes, devient trop influent dans son bâtiment, il « fait son baluchon », sur ordre de la direction, pour être transféré dans une autre aile ou vers une autre prison. La pression retombe, le temps qu'un autre imam autoproclamé prenne la relève et tente de mettre l'étagé sous sa coupe.

En revanche, les prisonniers les plus radicaux - parmi lesquels les convertis ne sont pas en reste - font tout pour se fondre dans la masse. C'est bien ce phénomène nouveau de « banalisation » qui préoccupe l'Administration pénitentiaire et les services de renseignements. « Leur radicalisation en caïmini est la plus dangereuse car la plus difficile à détecter. Ces détenus conservent leur look de jeunes de banlieue. Ils ne font pas de prosélytisme, ne participent pas à la prière collective, ne parlent pas à l'imam de la prison, raconte Farhad Khosrokhavar, sociologue de l'EHESS* qui passe beaucoup de temps dans les établissements pénitentiaires pour ses travaux de recherche. Parmi eux, certains se préparent à passer à l'action une fois dehors. Les repérer est un véritable casse-tête. » « On leur donnerait le bon Dieu sans confession », complète un surveillant en chef, sans réaliser la saveur de sa remarque. Lors de ses longs échanges avec la police avant l'assaut final, Mohamed Merah a assuré avoir eu une sorte d'« inspiration divine » lorsqu'il était incarcéré... « Merah aurait dû être détecté, mais il a échappé aux écrans radars. En prison, comme dans sa cité où il faisait les quatre cents

coups, sortait en boîte de nuit, il n'avait rien de l'islamiste radical ! C'est pourtant des types comme lui qui sont désormais le vrai problème... », constate un ancien patron du renseignement.

Depuis une quinzaine d'années, avec une accélération après les attentats de Madrid et Londres, l'Administration pénitentiaire s'emploie à connaître le vivier sur lequel prospère l'islamisme en prison. En ce moment, quelque 800 détenus sont particulièrement suivis, dont 200 sont considérés comme à risques et sont sous étroite surveillance. Parmi ces derniers, entre 60 et 80 sont impliqués dans des réseaux terroristes. Mais c'est également au climat général que les officiers de renseignements - des agents spécialement formés de la pénitentiaire - s'intéressent avant de faire remonter leurs informations à l'état-major de sécurité qui coopère avec la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI). Une goutte d'eau parmi les 66 000 personnes détenues dans les 191 prisons françaises, dont environ un tiers serait de confession ou de culture musulmane. Ce dernier chiffre ne repose sur aucune statistique ethnique, interdite, mais sur les demandes de régime spécial pendant le ramadan. Une proportion qui peut atteindre de 60 à 70 % dans certains gros établissements de l'Île-de-France, des régions de Marseille ou du Nord.

Aucun programme de « déradicalisation »

Pour identifier les éléments radicaux, les surveillants appliquent une grille d'évaluation aux critères assez évidents (port de la barbe, etc.), surveillent les colis reçus, les livres commandés, mais tentent désormais de s'adapter aux radicalisations plus diffuses. « Nous ne devons rien négliger, nous intéresser à l'environnement, au relationnel. Être capables de s'apercevoir qu'un détenu est en train de passer sous l'influence d'un autre », indique l'actuel directeur de l'Administration pénitentiaire, le préfet Henri Masse. Les clignotants s'allument lorsqu'un prisonnier change de comportement, refuse de serrer les mains à l'occidentale, manifeste son hostilité au personnel féminin, comme cela s'est produit récemment à la centrale de Clairvaux (Aube), où un condamné a fait comprendre à une nouvelle surveillante qu'elle n'était pas la bienvenue... Les cours de promenade sont aussi d'excellents thermomètres de la prison, comme le décrivait parfaitement le film *Un prophète*, de Jacques Audiard. En revanche, la France n'a mis sur pied aucun programme de « déradicalisation » à l'inverse du Danemark, où les



« Ces détenus conservent leur look de jeunes de banlieue. Ils ne font pas de prosélytisme, ne participent pas à la prière collective, ne parlent pas à l'imam de la prison »

FARHAD KHOSROKHAVAR, SOCIOLOGUE À L'EHESS PHOTO DR

L'Administration pénitentiaire et les services de renseignement s'inquiètent aujourd'hui du comportement des prisonniers les plus extrémistes qui, comme ce fut le cas d'un Merah, évitent tout signe ostentatoire pour mieux tromper la surveillance des autorités.

services de renseignements rencontrent les prisonniers et préparent leur sortie.

La surpopulation carcérale est l'un des principaux ennemis de l'Administration pénitentiaire. La promiscuité facilite la contagion islamiste. « Comment voulez-vous observer finement et individuellement trois détenus entassés dans une cellule conçue pour deux, où l'un des trois doit se tenir couché pour laisser aux deux autres la possibilité d'être debout ? », interroge Farhad Khosrokhavar. « Pourtant, on ne doit pas céder, assure Christophe Marqués, le secrétaire général de FO-pénitentiaire qui, dans un communiqué récent, dénonce « l'omerta » de la hiérarchie sur le prosélytisme. On doit refuser le port de la djellaba en dehors de la cellule comme on a interdit les prières collectives dans les cours de promenade. » Ancien directeur de Fleury-Mérogis et Fresnes, désormais député maire PS d'Alençon (Orne), Joaquim Pueyo estime aussi que « la laïcité doit regagner du terrain en prison ». Accepter quelques entorses à la neutralité républicaine, caler les journées carcérales sur les horaires de prières furent parfois, pour l'Administration, une façon d'avoir la paix. Au risque de voir les revendications religieuses se multiplier. Le vocabulaire, les attitudes : tout est démultiplié dans ce monde clos. « Est-il normal qu'on laisse des hommes interpeller leurs codé-

tenus non musulmans en les traitant de « koufar », ce qui signifie mécréant et comporte une implicite menace de mort ? » interroge encore Hassen Chalghoumi, responsable de la mosquée de Drancy, en Seine-Saint-Denis.

Adhésion identitaire

Le manque d'aumôniers musulmans est souvent avancé pour expliquer le succès du discours salafiste derrière les barreaux. Le déficit est évident : ils sont 151 (pour 600 catholiques, 265 protestants) et souvent dépassés par les événements. Aumônier catholique à Fleury-Mérogis, Dany Bousseau est direct : « Quand les détenus reçoivent peu de visites de gens bien formés, ils ont tendance à écouter les "barbus". Et ils sont d'autant plus sensibles à leurs thèses qu'ils sont jeunes, guère soutenus par leur famille et assez peu familiers de l'islam. Ils se raccrochent à ce qui leur est proposé et croient détenir la vérité parce qu'ils baragouinent trois mots d'arabe. En fait, leur adhésion est souvent plus identitaire que spirituelle. » Pour beaucoup de détenus, il s'agit aussi de s'assurer une protection. « L'imam », ou « l'émir », comme on l'appelle parfois, a pris la place des caïds dans la vie quotidienne. Il peut fournir des cigarettes, parfois de l'argent. Être adoubé par cette forte tête et admis dans son groupe rassure.

Les aumôniers officiels, qui doivent, eux, sillonner les couloirs, discuter dans les cellules et diriger la prière du vendredi, ne se bousculent pas. Un temps complet est payé 750 euros par mois. La garde des Sceaux, Christiane Taubira, a annoncé trente postes supplémentaires dans les deux prochaines années. Pas évident que l'Administration trouve des personnalités qui auront sa confiance pour circuler librement en détention. Avec d'autres, le chercheur Farhad Khosrokhavar est plutôt pessimiste : « La plupart des imams ne comprennent pas les jeunes en prison, n'ont aucune idée de leur façon de vivre ou de penser. Ces religieux sont souvent plus maghrébins que français. Au mieux, les jeunes les respectent vaguement mais ne leur disent rien. Un jour, j'ai rencontré un aumônier musulman qui m'a assuré qu'en vingt ans d'expérience, il n'avait jamais rencontré un détenu radical. Cela laisse rêveur ! » Responsable de l'Union des associations musulmanes de Seine-Saint-Denis, M'hamed Henniche connaît ces petits malfrats passés par la case prison : « Certains ont recours à l'islam pour justifier leur marginalisation et leur délinquance. Du coup, plus ils entendent un discours religieux radical, plus ils le respectent. Dans leur esprit, celui qui ne tient pas des propos virils n'est pas un vrai homme... »

Pour Louis Caprioli, ancien responsable de la lutte antiterroriste à la DST, aujourd'hui conseiller de la société Geos, la surveillance doit évidemment se poursuivre après la prison : « Parmi les gens qui ressortent "réislamisés" ou convertis, certains vont retrouver le droit chemin, d'autres vont retomber dans la délinquance de droit commun et une petite partie est susceptible de verser dans le terrorisme. C'est là aussi que le suivi doit être fin. » Le prosélytisme salafiste n'a pas encore gagné les prisons pour mineurs, mais les clignotants virent parfois à l'orange car, confie un expert, « là où une demande se manifeste, l'offre ne tarde guère à y répondre... » ■

*École des hautes études en sciences sociales, auteur de « L'Islam dans les prisons », Balland, 2004.